



Growing food, creating community



Lucy Everitt for the Australian City Farms and Community Gardens Network - communitygarden.org.au

éditorial: **souveraineté alimentaire à l'interface entre le rural et l'urbain**

L'interface entre le rural et l'urbain est un espace social complexe où la politique et la culture fluent et refluent constamment. Il peut aussi s'agir d'un endroit physique, où sont disputées les richesses et les ressources des villages, des villes, des banlieues périurbaines et des zones rurales « banlieuarisées ». Prise à l'échelle mondiale, cette interface constitue un vaste territoire où il est possible de faire croître la souveraineté alimentaire.

Ce numéro de la newsletter de Nyéléni se penche sur les défis et les opportunités que pose la construction de la souveraineté alimentaire dans les zones périurbaines, ainsi que sur les différentes techniques qu'utilisent les producteurs et les consommateurs des communautés urbaines et rurales pour créer des alliances destinées à transformer le système alimentaire.

De nombreux exemples emblématiques de la souveraineté alimentaire sont localisés à l'interface des zones rurales et urbaines, comme les fermes périurbaines de la Havane, à Cuba, les expériences d'approvisionnement institutionnel à Belo Horizonte, au Brésil, ou encore les innombrables marchés paysans, systèmes agricoles soutenus par la communauté et autres coopératives du monde entier. Toutes ces initiatives évoluent au milieu d'un flux constant de personnes, de politiques, de marchandises et d'idées liées aux processus mondiaux qui abolissent et restaurent successivement la paysannerie.

Les contributeurs de ce numéro de la newsletter de Nyéléni cherchent à engager un dialogue sur cette interface, en posant les questions suivantes :
Que se passe-t-il au niveau des relations entre le rural et l'urbain ? Comment construisent-elles ou peuvent-elles élaborer la souveraineté alimentaire ? Quels sont les liens (politiques, économiques, sociaux et culturels) tissés entre la ville et la campagne ? Quels sont les principaux acteurs qui construisent ce lien ? Quels sont les obstacles et les opportunités auxquels est confrontée la mise en place d'une souveraineté alimentaire à la fois rurale et urbaine ? Quels sont les buts et les objectifs de la souveraineté alimentaire à l'interface entre zones urbaine et rurale ?

Eric Holt-Gimenez, Food First

**abonnez-vous
en ligne!**

www.nyeleni.org

**Aidez nous à construire le
mouvement pour la
Souveraineté Alimentaire**

**Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
branche en Espagne

Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra

IBAN: ES2315500001220000230821

BIC/SWIFT: ETICES21XXX

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Mali, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: AFSA, Brot für die Welt, Development Funds, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, Forum mondial des populations de pêcheurs, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, TNI, VSF-Justicia Alimentaria Global, WhyHunger.

**il est temps d'agir pour
la souveraineté alimentaire !**

Souveraineté alimentaire à l'interface entre le rural et l'urbain #1

L'interface entre les zones rurales et urbaines se situe dans les banlieues éloignées, des repartos, des suburbs, et dans les quartiers mal desservis des centres-villes des pays du Nord, et dans les favelas, les barrios, les slums et les ceintures de misère qui entourent les grandes villes du Sud. Mais on la trouve aussi dans les villages et les villes qui parsèment la campagne mondiale. Il s'agit d'un espace si omniprésent qu'il est facile de ne pas le repérer.

D'autant plus que, dès la révolution industrielle, le capitalisme a créé une division entre le rural et l'urbain en assujettissant les ruraux et de leur économie à la logique du capital métropolitain. Le système alimentaire capitaliste d'aujourd'hui continue d'arracher les richesses de la campagne sous la forme de nourriture, d'énergie, d'eau, de matières premières, de travail et, de plus en plus, de spéculation et de financiarisation foncière. Le capitalisme, plutôt que d'attirer notre attention sur le potentiel libérateur de l'interface, exacerbe les inégalités et les frictions de la division entre le rural et l'urbain.

L'importance de l'interface entre le rural et l'urbain pour la souveraineté alimentaire comporte deux versants : cet espace met à disposition des endroits où les producteurs et les consommateurs peuvent établir des relations autres que celles basées sur le marché, par exemple des marchés paysans, des conseils de la politique alimentaire et des AMAP. Cette interface ouvre également des espaces sociaux, où les cultivateurs et les « mangeurs » peuvent politiser ces nouvelles options en élaborant des formes inédites de citoyenneté alimentaire, comme des communs ou des alliances politiques.

Ces alliances politiques entre les communautés rurales, périurbaines et urbaines sont indispensables à la construction de la souveraineté alimentaire. Pourquoi ? Parce que soumise au néolibéralisme, la campagne a été « vidée », perdant la plus grande partie de ses institutions publiques (et bon nombre de ses paysans). Les communautés rurales se retrouvent en position de vulnérabilité face aux extractions de richesses à grande échelle des entreprises, à l'appauvrissement et à de nombreuses formes de violence d'état, de gangs ou de paramilitaires.

sous les feux de la rampe

La nouvelle majorité mondiale : les paysans et paysannes de la ville et de la campagne

La paysannerie du monde entier, organisée grâce à La Via Campesina (LVC), a fait de la souveraineté alimentaire la bannière d'une lutte commune. Mais atteindre une réelle souveraineté alimentaire nécessiterait, entre autres transformations, des changements structurels majeurs, supposant une véritable réforme agraire, un renversement des politiques et des accords de libre-échange, d'interdire à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) d'intervenir dans les questions agricoles, la suppression du monopole qu'exercent les supermarchés et l'agrobusiness sur nos systèmes alimentaires et la promotion d'une véritable agroécologie. Cela revient à édifier un pouvoir politique favorable à ces changements – un sacré défi pour un monde qui fait aujourd'hui de l'œil à l'extrême droite.

À l'heure même où quelque chose ressemblant à un consensus pourrait émerger, où la capacité et la volonté d'entreprendre une action collective de masse se font jour chez les organisations mondiales de paysans et paysannes et chez les autres producteurs alimentaires ruraux à petite échelle, comme les peuples autochtones, les pêcheurs artisanaux, les bergers nomades, etc., la triste réalité est que la population de la planète qui vit encore dans des zones rurales a finalement chuté sous la barre des 50 %. Dans certains pays, ce chiffre est encore bien moins élevé. Ce que cela signifie, c'est que les habitants du monde rural ne peuvent pas changer les systèmes alimentaires à eux seuls. Mais la bonne nouvelle, c'est que l'exode des paysans depuis les campagnes a largement eu lieu en direction des mêmes endroits, c'est-à-dire à la périphérie de plusieurs, sinon de la plupart, des villes du monde, que ce soit dans les favelas brésiliennes, les ghettos des Caraïbes, les bidonvilles florissant en Asie et en Afrique, les quartiers latinos aux USA ou les banlieues en France. Les pauvres urbains sont l'unique segment de la population mondiale à augmenter aussi rapidement.

La visite de la moindre de ces zones urbaines de pauvreté permet de rencontrer des paysans et paysannes déplacés qui ont migré depuis la campagne, les fils et les filles de ces mêmes paysans et leurs petits-enfants. Nombre d'entre eux, voire la plupart, ont toujours une famille étendue à la campagne. Si la ville où ils résident à présent est proche de la zone rurale où habite leur famille étendue, ils visitent souvent leurs proches paysans à l'occasion des week-ends ou des vacances, et rapportent même de la ferme des œufs frais, du fromage fait maison, des légumes et des fruits pour les écouler sur le marché informel de leur quartier. Ils sont toujours des « paysans » au véritable sens du terme, élevant des poules et faisant pousser des légumes et plantant des arbres fruitiers dans leur arrière-cour ou leur patio. Et ils conservent souvent un « imaginaire » familiale d'une existence idyllique préexistente à leur arrivée en ville ; une vie faite d'air frais, d'eau claire, de sécurité et de santé pour élever les enfants, et de travail bon et honnête. Parce qu'ils pratiquent cette « paysannerie » à la fois réelle et imaginaire, nous pouvons presque considérer qu'ils font partie de la paysannerie mondiale.

En parallèle, la paysannerie actuelle qui est demeurée à la campagne traverse aujourd'hui un changement générationnel. Alors que quelques années en arrière, la plupart considéraient que toute la jeunesse paysanne quitterait la campagne et s'installerait en ville, ces déplacements se sont souvent avérés transitoires, faisant plutôt partie d'un flux circulaire, pendulaire. Ces jeunes gens ont pu passer un an ou deux en ville pour finir l'école, vivant avec une tante ou un oncle, avant de revenir à la ferme, ou peut-être travaillent-ils parfois en ville pour gagner un peu d'argent. Ce que cela signifie, c'est que cette nouvelle génération de paysans, dans tous les pays, se sent chez elle à la fois à la campagne et en ville. Ils connaissent et s'entendent bien avec leurs proches qui vivent en ville et ils disposent de nombreuses compétences – par exemple d'un réseau de sociabilité – qui se révèlent utiles pour commercialiser les produits de leur ferme ou de leur coopérative à la ville, ou lorsqu'ils aident à organiser une marche ou une manifestation.

Ces deux groupes, la « paysannerie rurale » et la « paysannerie urbaine », constituent à présent, regroupés, la vaste majorité de l'humanité. Même s'il n'existe pas de données de recensement pour calculer leur nombre, il n'est peut-être pas erroné d'avancer qu'ils constituent entre 70 et 80 % de l'humanité. Ce qui représente beaucoup de monde. Ensemble, ils forment une potentielle « corrélation des forces », capable de transformer le système alimentaire, tout autant que de nombreux autres aspects de la société. Rendre concret ce potentiel signifierait, bien sûr, énormément d'éducation politique et de travail d'organisation, ainsi que de parvenir à surpasser les forces qui divisent et perturbent les individus, comme les religions et les politiques fondamentalistes d'extrême-droite. Cette possibilité doit néanmoins nous apporter de l'espoir et nous pousser à envisager une stratégie possible de changement structurel à long terme vers un monde meilleur.

l'écho des campagnes 1

Notes d'une nouvelle paysanne périurbain aux USA

Caitlin Hachmyer, Ferme Red H, Californie, USA

Je regarde au loin, par-dessus mes cultures, vers les champs. Je ne possède pas cette terre. Je la cultive, je suis responsable de ce sol. Mais le soin que j'y apporte est en conflit permanent avec le fait de savoir que j'investis toujours davantage d'argent dans une entreprise dont je ne verrais peut-être jamais les profits.

Les jeunes paysans qui viennent de s'installer ont tendance à louer. Leur succès dépend de leur capacité à tirer partie d'une niche du marché, ce qui favorise les individus éduqués et dotés d'un réseau, issus de cercles socio-économiques privilégiés. Le caractère prohibitif de l'achat et les complexes mécanismes de location désavantagent une grande partie de la force de travail agricole. Des millions de travailleurs agricoles mexicains, par exemple, disposent d'une formation et de connaissances agricoles bien plus approfondies que la plupart des jeunes aspirant à devenir paysans, mais ils ne sont pas dotés du capital social et financier qui leur permettrait d'accéder à la terre. La race et la classe sont des obstacles.

Nos produits sont périssables et notre marché de niche est local. Nous devons cultiver à proximité de nos marchés urbains et périurbains. Nous devons cultiver précisément là où les prix des terrains sont les plus élevés. Donc nous louons, ce qui pose de nombreux problèmes. Par exemple, les conflits qui découlent de l'incompréhension des propriétaires à l'égard de l'agriculture ; les accords verbaux qui ne se concrétisent pas à cause d'attentes divergentes ; les baux à court terme qui fragilisent notre investissement dans le terrain et dans la terre ; la vente du terrain ou la mort du propriétaire ; la perte du terrain au profit d'un « meilleur » développement « aux objectifs plus élevés » ; l'impossibilité d'investir dans des cultures pérennes ; les conflits de personnalité...

Cultiver dans des zones périurbaines signifie que notre ferme est visible par le public, voire par les propriétaires. Et cultiver des plantes diversifiées et spécialisées sur un terrain qui peut être l'arrière-cour de quelqu'un implique généralement un investissement important pour restaurer l'écologie des sols et garantir des récoltes de qualité.

Les paysans du monde entier sont considérés comme faisant intégralement partie de la solution au changement climatique. Des méthodes hautement écologiques qui emprisonnent le carbone dans les sols auront une grande importance stratégique. Les fermes ayant recours aux semis directs et qui travaillent à des niveaux intensifs, commerciaux, gagnent davantage par acre que la plupart des exploitations conventionnelles, mais un investissement financier plus élevé n'a pas de sens pour des paysans qui ne peuvent pas compter sur la sécurité de la terre. Les méthodes de culture écologique constituent un portefeuille d'investissement pour le paysan : il y a un retour immédiat, puisque la valeur nutritive des intrants améliore rapidement la santé et le rendement des cultures, mais le retour véritable se fait sentir sur le long terme, avec des systèmes de sols profonds et complexes, la fixation d'habitats et d'insectes, des cours d'eau sains et de beaux paysages biodiversifiés.

Nous avons besoin que les paysans puissent investir leur terre sur le long terme. Cependant, même les fermes à petite échelle sont encore des entreprises, et nos pratiques agricoles ne peuvent pas toujours correspondre à nos idéaux écologiques quand nous n'avons pas la possibilité d'actualiser les bénéfices à long terme de ces pratiques sur un terrain que nous ne possédons pas.

Les jeunes paysans périurbains du mouvement alimentaire local vivent dans des tentes, des garages reconvertis, de petites maisons ou des studios. Ils se demandent s'ils peuvent se permettre d'avoir une famille. Leur mode de vie simple est déphasé par rapport à celui de la communauté plus large à laquelle ils appartiennent. Comment peuvent-ils créer et soutenir une transformation sociale en profondeur et un engagement pour la souveraineté alimentaire ? Par exemple, plus de 400 millions d'acres de terres arables vont bientôt changer de mains aux USA. La période en appelle à des réformes profondes.

Nous faisons tous partie d'un système agricole complexe, entrelacé, que nous cultivons ou non. Lorsque cet état de fait sera plus largement compris, la valeur de ceux qui soignent directement nos systèmes agricole et aquifère, et la nécessité de véritables investissements au niveau de la communauté se feront plus clairs. Nous avons besoin de changements structurels qui mettront les paysans, ceux qui prennent soin de la terre, au centre de la propriété de la terre commune. Nous avons besoin que des portions de terres cultivables soient retirées du marché et redistribuées à ceux qui construisent notre système alimentaire, la fondation de nos vies.

Je rêve d'un jour où je pourrai contempler la terre autour de moi en sachant que je peux y rester pour toujours.

encadré

Souveraineté alimentaire à l'interface entre le rural et l'urbain #2

Dans les pays industrialisés, les familles de paysans représentent à présent une telle minorité de la population qu'il leur est impossible de construire à eux seuls un pouvoir politique. Dans le Sud, les paysans, les pêcheurs et les bergers, qui ont toujours été opprimés, sont éparpillés sur de grandes étendues, sans moyens de communication ou infrastructures viables, éloignés des villes où sont prises les décisions politiques structurelle.

Néanmoins, les lieux et les espaces de l'interface entre le rural et l'urbain fournissent un laboratoire aux politiques d'opposition et de préfiguration qui sont indispensables à la souveraineté alimentaire. D'un côté, l'implication dans les luttes agraires, dans les requêtes politiques de démantèlement des entreprises, pour le droit à l'alimentation, pour la redistribution des terres et pour l'accès à des marchés équitables émerge dans des zones urbaines et périurbaines. D'un autre côté, des alternatives comme la permaculture et l'agroécologie montrent aux consommateurs à quoi pourrait ressembler notre système alimentaire si les obstacles politiques à leur adoption à grande échelle étaient supprimés.

La dense construction sociale qui s'élabore à l'interface entre l'urbain et le rural peut aider à articuler les divers (et souvent fragmentés) pouvoirs des mouvements sociaux, en reliant la souveraineté alimentaire à des luttes comme les mouvements municipaux, la justice alimentaire, la justice environnementale et les mouvements pour l'égalité des genres. Les possibilités d'apprentissage mutuel et de convergence entre ces mouvements ouvrent la voie à ce que la souveraineté alimentaire serve de levier pour transformer les systèmes capitalistes où nos systèmes agricole et alimentaire sont englués.



encadré 2 Marchés locaux et interface rural - urbain en Equateur¹

Si les gens ne mangent pas d'aliments locaux sains, alors les semences locales de qualité et la biodiversité communautaire, essentielles à la production agro-écologique, disparaîtront. C'est pourquoi, au cours des cinq dernières années, nous avons développé un processus permettant d'établir des relations directes et gagnant-gagnant entre les paysans et les organisations de consommateurs urbains, afin de renforcer les systèmes alimentaires locaux. Dans la pratique, cela a permis de développer l'influence des paysans, d'augmenter leurs salaires, et de renforcer leur capacité à négocier avec des acheteurs. Les consommateurs gagnent l'accès à des aliments sains et locaux à un prix plus faible, tout en soutenant la production agro-écologique. Des producteurs de plusieurs communautés ont rejoint le mouvement de Canastas Comunitarias (Paniers Communautaires, un modèle similaire aux AMAP "Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne") et ont mis en place des ventes directes ainsi que des marchés et des foires de producteurs agro-écologiques.

Les Canastas et les réseaux alimentaires alternatifs favorisent des relations plus personnelles, bénéfiques, et transparentes, entre les organisations rurales et urbaines; ils sensibilisent le public et offrent des opportunités pour aborder certains problèmes, comme les relations hommes-femmes ou les politiques appropriées à la sécurité alimentaire, à l'investissement rural, et à la biodiversité. Selon l'agricultrice Lilian Rocío Quingaluisa, de la province de Cotopaxi: «Pour nous, paysannes, c'est génial d'avoir des contacts directs avec des citoyens. Cela signifie que nous avons un meilleur salaire, que nous n'avons pas à travailler la terre des autres, que nous sommes plus indépendantes, et que nous pouvons consacrer plus de temps à notre famille et à nos animaux.»²¹ Une autre agricultrice, Elena Tenelema, ajoute: «Les paniers éliminent les abus des intermédiaires. En plus, ils nous garantissent un revenu, que nous pouvons utiliser pour améliorer notre santé, pour notre éducation ou pour acheter des animaux. C'est l'une des choses les plus importantes pour lesquelles nous nous battons en tant qu'agriculteurs indigènes.»

Ces types d'initiatives prometteuses, comme les marchés locaux, gagnent en légitimité dans la sphère politique en Equateur, et la Constitution les reconnaît dans le cadre de l'Economie sociale et solidaire. Mais encourager des systèmes alimentaires réciproques et directs n'est pas une tâche simple, particulièrement dans un contexte de production et distribution alimentaires industrialisées, si bien qu'il reste beaucoup à faire. Nous devons créer un dialogue productif et des liens entre les institutions publiques, la société civile, les ONG, les universités, les instituts de recherche, et les communautés rurales et urbaines. Cela implique de collaborer avec des réseaux urbains influents et des organisations de consommateurs. Nous devons être constamment à l'affût des innovations dans les relations entre villes et campagnes, y compris en matière d'agriculture urbaine et péri-urbaine. Comme le dit Pacho Gangotena, paysan et agro-écologiste: «Je pense que le changement social en agriculture ne nous viendra pas d'en haut, des gouvernements. Il nous viendra des milliers et des millions de petites familles agricoles qui commencent à transformer le spectre productif dans sa totalité... Nous sommes un tsunami et nous sommes en chemin.»

1 - Pedro J. Oyarzún & Ross M. Borja, *Terre Fertile: Généraliser L'Agroécologie En Partant Du Terrain*, Chapitre 4, Marchés locaux, semences indigènes, et alliances pour de meilleurs systèmes alimentaires à travers l'agroécologie en Equateur, 2017

l'écho 2 Nouveaux espaces pour le collectivisme

Joel Orchard, *Alliance des jeunes agriculteurs des Rivières Nord, Australie*

Je pense qu'on traverse une période de changement important dans le secteur de l'agriculture à petite échelle, spécialement en ce qui concerne le mouvement des jeunes fermiers. Il y a tellement d'opportunités pour explorer de nouveaux espaces pour le collectivisme et les connexions entre la nouvelle néo-paysannerie et l'émergence de consommateurs plus éduqués et ayant une meilleure compréhension de l'alimentation dans des populations urbaines grandissantes. Ces relations forgent de nouvelles approches à la souveraineté alimentaire. La limite rural-urbain est en état de siège alors que les villes s'étendent sur les terres traditionnellement agricoles, cimentant les sols fertiles; les terres agricoles périurbaines sont une marchandise de valeur, qui subissent un rapide embourgeoisement. Comment les terres périurbaines sont gérées et rendues disponibles pour la production alimentaire doit devenir un critère de planification central pour arriver à des économies alimentaires locales fructueuses.

La succession conventionnelle dans l'agriculture familiale est graduellement remplacée par une activité croissante dans les économies alimentaires locales par les fermiers de première génération de contextes urbains et professionnels. Ils arrivent en général avec de fortes convictions et principes éthiques environnementaux et sociaux et cherchent des terres agricoles périurbaines à proximité de services et avec un accès direct au marché. Ils apportent un nouveau discours politique à l'agriculture à petite échelle, façonné par des idées et des valeurs de justice alimentaire, un sentiment anticonformiste, et basé sur des économies solidaires, ainsi qu'un désir de s'intégrer profondément dans les paysages et les écologies sociales. Là est mon espoir de construire une base plus solide pour le développement du mouvement pour la souveraineté alimentaire.

Les marchés des agriculteurs ont fourni les fondations de base pour la distribution directe et les chaînes de valeur courtes. Pourtant, ils sont aussi aux prises avec des cultures de protectionnisme, d'individualisme et d'élitisme. Le mouvement d'agriculture soutenue par les communautés construit des relations encore plus étroites entre le fermier et le consommateur au niveau de l'interface alimentaire communautaire rurale-urbaine. Mais si les économies alimentaires locales restent consuméristes et individualistes, il y a peu d'espoir pour un changement systémique plus large.

Ces changements vers une production à plus petite échelle, vers l'agroécologie et la diversité font face à de nouveaux défis. Les modèles alimentaires locaux sont limités par l'accès à la terre et la question du coût abordable, ainsi que par un large éventail de contraintes bureaucratiques réglementaires sur la production, le logement et l'utilisation des terres. Le système alimentaire industriel a renouvelé ses efforts de compétition et de cooptation.

J'ai récemment passé une semaine en Thessalonique pour le 7ème Symposium International d'Urgenci sur l'Agriculture Soutenue par La Communauté et j'ai rencontré de jeunes agriculteurs engagés à ces valeurs communes et confrontés à toutes ces questions. Les obstacles que nous devons vaincre et les ponts que nous construisons ne sont pas régionalement uniques. Le mouvement international pour la souveraineté alimentaire nous donne le langage commun fort dont nous avons besoin pour nous intégrer dans les actions et activités transformatives afin de construire de nouvelles économies alimentaires à travers le globe.



l'écho 3

Importance de l'éducation politique

George Naylor, président de la National Family Farm Coalition, USA

J'ai grandi toute mon enfance jusqu'à quatorze ans dans une ferme de l'Iowa, dont ma femme et moi nous occupons maintenant. Mes parents et moi avons déménagé à la grande ville de Long Beach, en Californie, déjà depuis 1962, résultat du fait que mes parents devenaient trop âgés pour être fermiers et d'une crise de l'agriculture depuis presque 10 ans. Cette dépression agricole venait de la destruction des garanties de la parité de prix Roosevelt-Wallace, qui était devenue le fondement de l'agriculture familiale aux USA. Beaucoup de mes nouveaux compagnons de classe venaient de l'est, bien que nous essayions très vite de ne pas être associés avec cette culture. Notre famille achetait des provisions au marché japonais géré par des gens qui avaient été prisonniers dans des camps de détention durant la Seconde Guerre Mondiale. En plus des belles fraises et des légumes, leur magasin offrait de hautes piles de nourriture emballée telle que de la margarine, des céréales de petit déjeuner, et aussi de la viande et les hot dogs qui provenaient de mon état d'origine, l'Iowa. (vous imaginez? mes copains de classe disaient qu'ils préféraient le goût de la margarine à celui du beurre?!) Grâce à mon nouvel environnement, je me suis détaché assez rapidement de mon mode de vie à la ferme et de la communauté que j'avais abandonnée. Comme beaucoup de gens de la ville que j'ai rencontrés depuis, même mon intuition de quand les cultures doivent être plantées et récoltées avait quasi disparu. Quand j'étais un enfant à la ferme, ma mère mettait plus de 400 portions de fruits et légumes en conserve pour accompagner les carottes et pommes de terre que nous stockions pour avoir un régime équilibré durant les mois d'hiver. Nous mangions du bœuf de nos propres vaches parfois trois fois par jour, ainsi que des œufs de nos poules. Nous apportions les œufs au marché de notre ville ou ils étaient collectés à la ferme plusieurs fois par semaine, c'est-à-dire, jusqu'à ce que les œufs deviennent si bon marché et que Campbell's Soup refuse de payer plus que 3 cents par livre pour des vieilles poules.

Toutefois, "cultivés à la maison" et "fait à partir de rien" signifiait vraiment quelque chose- Ça demandait beaucoup de travail et de persévérance, mais c'était la norme parmi les familles de mes amis fermiers et voisins. Quel contraste avec ce à quoi j'étais devenu habitué durant mes années en Californie où tout venait d'un supermarché ou l'autre (le marché japonais avait déjà sombré dans l'oubli, et fut remplacé par Lucky ou Krogers). Si ce n'était pour ma vie précédente à la ferme et ma famille encore active dans l'agriculture en Iowa, moi non plus je n'aurais pas imaginé non plus quelle était la provenance réelle de la nourriture.

En faisant un saut en avant jusqu'en 2018, regardez l'urbanisation accélérée, l'industrialisation de la production et de la transformation de la nourriture. Pas étonnant qu'on voit à présent une certaine fascination pour la bonne nourriture et comment elle est produite. La question est: est-ce que la bonne nourriture est juste comme le dernier iPhone ou voiture électrique, ou est-ce que la bonne nourriture est une porte d'entrée pour comprendre comment la nourriture est devenue une marchandise, alors que nous sommes tous obligés de vivre dans de grandes villes en prenant n'importe quel job possible pour pouvoir survivre? Si nous pouvons voir où cela nous a menés, pouvons-nous voir où cela nous mènera? Pouvons-nous arriver à la compréhension POLITIQUE et créer une société différente où nous définissons les règles afin de respecter les contributions économiques de chacun et de valoriser les ressources naturelles qui peuvent soutenir écologiquement les générations futures?

Au début des années 2000, j'ai manifesté contre les accords de libre commerce et de l'OMC dans les délégations de la Via Campesina, et j'ai appris comment les politiques alimentaires nationales allaient être modifiées par les accords de commerce néolibéraux internationaux qui élimineraient les réserves alimentaires et les soutiens aux prix des marchandises pour imiter la politique américaine qui avait détruit l'agriculture familiale. J'ai appris comment la dépendance aux importations alimentaires serait créée dans tant de pays, en étranglant ainsi la chance des politiques nationales agricoles et alimentaires ou toute souveraineté politique - en faisant de l'alimentation une arme. J'ai visité plusieurs métropoles comme Sao Paulo et Mexico City pour voir comment le libre commerce avait déjà détruit les communautés rurales et transformés les fermiers et paysans fiers en des réfugiés urbains dans ces métropoles, comme ça s'était passé avec ma famille en 1962.

Selon moi, nous ne devons jamais perdre de vue des implications globales du terme Souveraineté Alimentaire. Alors que nous pouvons continuer à conscientiser et à encourager une nouvelle culture qui valorise les agriculteurs et les communautés rurales en achetant localement etc, cela doit aller main dans la main avec l'éducation politique pour développer le pouvoir politique et créer un monde qui valorise toutes les personnes et la Terre Mère dont nous dépendons tous.

l'écho 4 Potentiel de l'interface rural - urbain

Blain Snipstal, Collectif Black Dirt Farm, Maryland, USA

La lutte pour la souveraineté alimentaire repose sur notre capacité à revaloriser notre relation à la mère nature et aux autres, et à faire basculer les relations de pouvoir, fondamentalement matérielles et économiques, qui régissent notre système alimentaire et la société dans son ensemble. Cela signifie que davantage de terres doivent revenir aux personnes de couleur, aux peuples autochtones et aux travailleurs pauvres.

Récemment, l'interface entre l'urbain et le rural, qui a longtemps été un espace de conflit dans notre société, est devenue la ligne de front que l'extrême-droite et l'actuelle administration américaine utilisent pour galvaniser leurs bases. En conséquence, les organisateurs qui travaillent à la libération sociale et écologique doivent faire preuve du plus grand soin et avoir recours à une pensée stratégique sur la meilleure manière de repousser ces forces antagonistes de droite, qui ne souhaitent utiliser que la violence, la peur et la coercition pour atteindre leurs buts. Aujourd'hui, où notre société approche les 80 % d'urbanisation, nous devons trouver un moyen d'envisager un futur où la vie urbaine n'a pas lieu au prix de la vie rurale, où le mode de vie rural est distingué et valorisé de manière inhérente, et où le mode de vie urbain peut s'épanouir en harmonie avec la planète.

L'avenir du mouvement pour la souveraineté alimentaire dans cette société doit pouvoir se confronter à l'histoire de cette rencontre entre le rural et l'urbain et aux préjugés et aux comportements qu'une telle rencontre fait surgir. La clé de notre succès pourrait très bien se trouver dans cet espace et dans la variété d'acteurs qui travaillent à l'ouvrir au maximum.

En tant que membres du collectif Black Dirt Farm, nous avons de nombreuses années d'expériences de création d'espaces critiques de dialogue, d'éducation populaire et de travail pratique décent pour ouvrir cette interface et remettre en son centre une politique agraire radicale. Ce qu'il convient ici de noter, c'est que cette politique agraire radicale, ou afroécologie, comme nous l'appelons, doit reposer sur des modifications matérielles de la vie des personnes et de la terre grâce au travail collectif (c'est-à-dire à l'assistance mutuelle), ainsi que sur la transformation de nos manières de penser et d'agir individuellement et collectivement. À partir de ces expériences, nous avons découvert que l'interface entre le rural et l'urbain détient le potentiel de créer une dynamique multidimensionnelle aux valorisations multiples, où des acteurs urbains progressistes peuvent commencer de se projeter dans des espaces plus naturels ou plus ruraux, et les acteurs ruraux, c'est-à-dire les paysans, peuvent construire des communautés (sociales et économiques) et ouvrir leurs terrains comme espaces communautaires d'assistance mutuelle.

encadré 3 Retrosuburbia; paysages agricoles productif¹

La permaculture est l'un des rares éléments du mouvement pour la souveraineté alimentaire qui ait concentré son activisme et ses efforts sur le potentiel des paysages et des résidents des banlieues à faire partie de la solution aux problèmes complexes qui caractérisent les systèmes alimentaires mondialisés modernes.

Les villes entourées de banlieues étendues sont bien entendu le résultat de l'ère de la voiture et de l'énergie bon marché. Lorsqu'ils envisagent un monde contraint par le climat et les ressources limitées, la plupart des commentateurs urbains ont supposé que les banlieues étaient la forme la moins adaptée et seraient remplacées par des schémas plus compacts permettant une utilisation plus efficace des infrastructures urbaines, notamment des transports publics.

S'il est raisonnable de présumer qu'à l'avenir les contraintes en termes d'énergies et de ressources réduira l'allocation d'espace aux voitures particulières, je pense que l'idée selon laquelle les paysages à haute densité sont une solution nécessaire et inévitable est erronée pour de nombreuses raisons.

L'une de ces raisons est que les paysages de banlieue ont suffisamment de terre avec accès à la lumière du soleil, à de l'eau et à des nutriments pour cultiver l'essentiel des légumes frais, des fruits et des produits du petit bétail des personnes qui y habitent. L'exploitation de ce potentiel largement inexploité pourrait réduire considérablement l'empreinte environnementale totale, accroître l'activité économique et la résilience locales ainsi qu'améliorer la connectivité sociale et la santé des résidents. Cela pourrait également conduire à la conservation de terres arables de choix pour les cultures vivrières de base, au plan local et global. Un développement à forte densité visant à maintenir des villes à mouvements quotidiens élevés, mettrait la charrette «durable» avant les boeufs (de la sécurité et de la souveraineté alimentaire).

Des régions comme le delta du fleuve Rouge au Vietnam (avant l'industrialisation) comptaient une densité de population supérieure à celle des banlieues australiennes et fonctionnaient en quasi auto-suffisance. Bien que ces endroits soient des cas particuliers; très fertiles, plats avec des systèmes d'irrigation étendus, nos banlieues ont une infrastructure d'approvisionnement en eau qui fait des villes en Australie nos plus grands paysages irrigués. Nous avons des surfaces dures qui rejettent les eaux pluviales, qui pourraient être récoltées et dirigées vers des sols potentiellement productifs. Nous avons des maisons individuelles qui peuvent être modernisées pour un accès solaire, car elles sont généralement assez éloignées des maisons voisines pour récolter de l'énergie solaire. Les banlieues peuvent être progressivement rénovées de nombreuses manières dans un monde à énergie réduite pour des vies frugales mais épanouissantes et abondantes.

Compte tenu de la rapidité avec laquelle nous nous approchons de ce monde moins énergétique, et de l'insuffisance de toute considération sérieuse en matière de planification ou de sensibilisation, nous devrions supposer que les stratégies d'adaptation ne se concrétiseront pas par une planification de grande envergure à long terme, mais de manière organique et progressive par les personnes qui agiront en réponse aux changements climatiques et autres. Dans un bâtiment de plusieurs étages, la rééquipement nécessite de nombreuses négociations avec les propriétaires et les autres parties prenantes, et les solutions sont techniquement compliquées. Dans les banlieues, les gens peuvent simplement commencer à changer leur propre maison et à faire les choses nécessaires pour s'adapter sans que la société dans son ensemble ait besoin de se mettre d'accord sur un plan.

Les banlieues sont donc disposées à adopter cette stratégie d'adaptation progressive, dans laquelle une personne fait quelque chose ici, et nous en tirons des enseignements, et nous n'avons pas besoin d'une feuille de route de grande envergure. Historiquement, il y a des gens qui pensent avoir un grand plan pour que tout fonctionne... méfions-nous de ces gens!

Concrètement, dans les grandes maisons de banlieue où ne vivent qu'une, deux ou trois personnes qui sont souvent absentes, ces personnes se réadapteront au travail à domicile. Ils pourront créer une entreprise à domicile en utilisant leur double garage (s'étant débarrassé de voitures devenues inutiles) pour les transformer en ateliers, et en utilisant leurs arrière-cours en lieux de production alimentaire. La rue, qui est un endroit mort pour le moment, redeviendra un espace actif car les gens seront présents. Il y aura plus d'occupants dans les maisons, qu'il s'agisse de membres de la famille ou d'un partage des maisons, soit que des chambres soient mises en location pour aider à payer le loyer ou l'hypothèque, ou que l'on échange le couvert et/ou le coucher en échange d'aide pour les tâches à accomplir. Je suis donc tout à fait optimiste quant à la manière dont les banlieues peuvent être rénovées pour s'adapter à des futurs difficiles, être productives et résilientes sur le plan agricole et héberger encore plus de personnes sans construire ni paver plus de terre.

l'écho 5 Liens rural - urbain

Georges F. Félix, *Collective Cultivate!*

Le Burkina Faso est largement auto-suffisant sur le plan de l'alimentation. Plus de 80% de la population burkinabé pratique l'agriculture de subsistance avec des cultures vivrières comme le sorgho, le millet et le maïs. Les marchés périurbains autour de Ouagadougou sont le résultat de l'expansion urbaine dans laquelle beaucoup de produits sont acheminés à travers les marchés locaux et régionaux. Les produits sont souvent vendus au porte à porte par des vendeurs. Les récoltes comprennent des légumes à feuilles vertes, des cultures de racines et des fruits. L'agriculture périurbaine à Ouagadougou est un moyen de subsistance dépendant des changements du niveau d'eau des lacs proches et de la propriété foncière précaire, pourtant elle survit comme source des aliments divers et traditionnels trouvés sur les marchés locaux.

L'agriculture périurbaine de Ouagadougou permet aux femmes de gagner de l'argent en vendant sur les marchés locaux. Aminta Sinaré est un professeur de math qui tient un jardin organique vivrier avec 40 autres femmes. Mme Sinaré dit: "Nous cultivons des salades (légumes) durant la saison froide. Pendant la saison des pluies 8 quand il fait chaud), nous cultivons les gombos, les choux et d'autres légumes. Nous produisons ce qui est adapté à la saison."²

Le Burkina Faso est un pays enclavé situé au cœur du Sahel, qui est extrêmement vulnérable aux changements climatiques et globaux. Les deux dernières décennies, les agriculteurs ont vu une forte variabilité dans les régimes pluviométriques, des sécheresses aux inondations, conduisant à des pertes de récoltes, une érosion accrue des pâturages, et de manière plus importante, des crises alimentaires³. Mais l'accès à l'eau et la forte utilisation de produits chimiques dans la production agricole affligent l'agriculture périurbaine.

Le défi de la souveraineté alimentaire dans les interfaces urbain-rural au Burkina Faso peut fournir des liens politiques important entre les agriculteurs ruraux et urbains. Tous deux doivent aborder le besoin de production accrue de nourriture et désintoxiquer le processus de production alimentaire. Sécuriser la propriété foncière et fournir un soutien très nécessaire à l'échelle de bassins hydrauliques, en incluant une restructuration du système agricole sont aussi des demandes communes.

1 - Plus d'information: David Holmgren, retrosuburbia.com

2 - <http://wire.farmradio.fm/en/farmer-stories/2015/06/burkina-faso-women-escape-poverty-with-urban-farming-12202>

3 - West CT, Roncoli C, Ouattara F (2008) Local perceptions and regional climate trends on the Central Plateau of Burkina Faso. *Land Degradation & Development* 19 (3):289-304. doi:10.1002/ldr